

International \(\lambda\)

N° 06 - JUIN 2024

AUDIT ET ASSURANCE

Il n'y a pas de nouveauté à ce sujet, mais nous percevons que la probabilité d'une réforme importante en audit est faible. Le rapport du Think tank Institut Jacques Delors sur le futur du marché unique *Much more than a market* (voir Bulletin n° 5) pourrait dériver en une proposition de réforme d'un aspect particulier, rattaché à la responsabilité, et de façon plus tangentielle, la simplification des informations corporatives, la supervision des marchés ou la simplification dans le domaine de la fiscalité.

Nouveaux seuils pour la définition des petites, moyennes et micro-entreprises

À l'issue de la publication de la Directive déléguée (UE) 2023/2775 de la Commission, du 17 octobre 2023, qui modifie la Directive 2013/34/UE du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne l'ajustement des critères de taille pour les micro-, petites, moyennes et grandes entreprises ou pour les groupes, Accountancy Europe responsable du suivi de ce sujet, nous informe qu'en plus des pays mentionnés dans le dernier bulletin, le Danemark a modifié les limites avec la transposition de la CSRD.

Norme ISSA 5000

La discussion s'est poursuivie pendant la réunion des 18 et 19 juin (Documents), en analysant entièrement la norme le premier jour

et une partie du deuxième. Le but étant qu'il puisse être approuvé lors de la réunion plénière du mois de septembre. En mars, les 15 questions principales issues de la révision des lettres de commentaires reçues en lien à l'avant-projet soumis à la consultation ont été débattues, y compris :

- Portée et autorité
- Sujets, informations et informations à révéler
- Exigences d'éthique applicables et normes de gestion de la qualité.
- Matérialité
- Équipe de la mission, utilisation du travail des autres et missions du groupe.
- Sécurité limitée et sécurité raisonnable.

Au cours du trimestre écoulé entre les deux réunions, le groupe de travail consacré à la rédaction de la norme a fait des propositions et en coordination avec IESBA et le PIOB, il est parvenu à un avant-projet qui sera débattu ces jours-ci.

Directive sur la divulgation d'informations en matière de durabilité

Les informations relatives à la transposition transmises par les pays peuvent être consultées sur le site Web d'Eur-Lex (lien). Presque tous les pays disposent déjà de propositions ou d'informations sur la transposition dans leurs pays respectifs, même si bon nombre d'entre eux ne parviendront pas à la date de transposition début juillet.

Pascal Durand (rapporteur de la CSRD du Parlement européen) a fait la promotion de la publication d'un « Guide basique sur la CSRD » (lien) qu'il convient de lire puisqu'il s'agit d'un excellent résumé de la norme, qui comprend des liens importants vers celle-ci.

Obligations vertes

ESMA réalise une consultation sur l'avant-projet de normes techniques qui doivent régir le registre et la supervision des vérificateurs d'obligations vertes. (lien). Les propositions d'ESMA font référence à l'enregistrement et à la supervision des entités souhaitant être examinateurs des obligations vertes européennes en vue de clarifier les critères utilisés pour évaluer une demande d'enregistrement d'un examinateur externe, normaliser les conditions d'enregistrement et contribuer au développement de conditions de concurrence équitables grâce à des coûts d'entrée inférieurs pour les candidats. Accountancy Europe a livré sa réponse à la consultation et

soutient qu'il faut éviter les duplicités et la divulgation d'informations sensibles.

Définition des PME

Modification des limites, publiée au JOUE (lien). Actuellement, nous savons que les pays suivants ont mis à jour les limites pour la définition des PME.

- France (approuvée lien dans la réglementation).
- Allemagne (approuvée lien).
- Pays-Bas (approuvée lien sur le site Web de la CE).
- Danemark (approuvée avec la transposition de la CSRD lien).

Dans le cadre de la **norme pour la réduction des obstacles administratifs**, le rapport des progrès a été distribué (lien) et comprend, entre autres, l'adoption du retard dans l'adoption des normes sectorielles sur les informations de durabilité.

Nouveautés dans d'autres pays

- Italie

 Réponse d'Assirevi aux propositions d'IESBA sur la rescision du CoE en matière de durabilité (lien).

- Allemagne

- **WPK:** essai pilote pour la réalisation d'examens électroniques (pour l'heure dans les domaines du droit et de l'administration d'entreprise (lien).
- WPK sur les résultats des examens en 2023. (lien).
- **WPK**: mise à jour des Q&A sur la mise en œuvre de la CSRD (lien).
- **WPK**: données sur la profession Rapport d'activité (lien) et supervision (lien).
- IDW: commentaires sur la proposition d'IESBA de modification du CoE relative aux missions de durabilité.

- France

Rapport annuel **H2A** (lien).

Autres documents utiles et nouveautés

- **IESBA**: rapport annuel (lien).
- CEAOB: lettre de commentaires à IAASB sur la proposition de NIA 240 (Révisée) (lien).
- **IFAC**: commentaires sur la proposition d'IESBA de modification du CoE relative aux missions de durabilité.
- Publication au JOUE du train de mesures contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme comprenant :
 - 6e directive pour la prévention du blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme.
 - o Règlement qui régule la création de l'autorité européenne contre le blanchiment de capitaux.
 - Règlement pour la prévention du blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme.

INFORMATION CORPORATIVE

En matière de normes d'information sur la durabilité

- Publication des trois guides d'EFRAG Matérialité, chaîne de valeur et datapoint (lien).
- Nouvelle série de questions et réponses d'**EFRAG** sur les **ESRS** (lien).

Pour sa part, Accountancy Europe a publié un résumé des concepts inclus dans les ESRS, ainsi qu'une analyse des aspects qui méritent des précisions et plus d'orientations. Il ne contient pas d'orientation, indique les aspects détectés et s'il y a lieu, les orientations qui ont déjà été publiées, et il soulève des questions. Les deux premières publications font référence à : évaluation de la matérialité et chaîne de valeur. D'autres publications sur ces aspects sont prévues.

Directive sur le devoir de vigilance des entreprises en matière de durabilité.

Adoption par le Conseil (lien) en attendant sa publication au JOUE. D'après les informations fournies par AcE, la Commission aurait l'intention de préparer une sorte de guide d'application.

Autres documents utiles et nouveautés

- Règlement (UE) 2023/1317 de la Commission, du 15 mai 2024, qui modifie le Règlement (UE) 2023/1803 relatif à la Norme Internationale de comptabilité 7 et à la norme internationale d'information financière 7 (lien).
- **EFRAG** endorsement status report (lien).
- **IFRS** propositions pour modifier la taxonomie de comptabilité pour inclure les nouveautés relatives à la présentation des informations à révéler, dérivées de la publication de l'IFRS 18 (lien).
- Nouvelles Q&A ESMA New Q&A (lien).
- Taxonomie ESEF (lien).

AUTRES SUJETS

À l'occasion de la journée de la PME et des micro-entreprises des Nations Unies qui se déroulera la semaine prochaine, l'IFAC et en qualité de membre de cette organisation l'ICJCE, lançons une campagne de diffusion de l'importance des PME et des micro-entreprises, ainsi que des petits et moyens cabinets d'audits et experts comptables, pour favoriser la transformation et l'adaptation de ces entreprises en faveur d'un avenir durable.

Pour toute information complémentaire, suivez-nous sur les réseaux sociaux:

LinkedIn - X (ancien Twitter) - Facebook

Présence internationale de l'ICJCE

Au cours du dernier mois, des représentants de l'ICJCE ont participé à :

• Le comité exécutif et l'assemblée d'Accountancy Europe qui ont approuvé les comptes annuels de l'année 2023 et mis à jour les sujets en cours, en particulier ceux relatifs à la durabilité et aux résultats des élections au parlement européen. En ce sens, il convient d'indiquer que la prochaine réunion plénière du parlement aura lieu le 16 juillet à Strasbourg, après la formation des groupes parlementaires. Son président, la table et les membres de la commission seront élus pendant la séance. Plus en avant, le Parlement choisira le président de la Commission européenne et débutera l'évolution des candidats au rang de commissaires. Le Parlement doit donner son approbation à la nouvelle Commission.

- Réunion de Business Europe, pour débattre avec le staff de l'IASB sur l'avant-projet de norme sur les combinaisons d'entreprises, ainsi que l'avant-projet de lettre de commentaires d'EFRAG à ce sujet.
- Publication du chapitre 2 de la série sur la gestion de la qualité au sein d'une petite entreprise traduit en espagnol par l'ICJCE.

Vous pouvez consulter d'anciens numéros sur ce lien

Bulletin numérique élaboré par l'Instituto de Censores Jurados de Cuentas de España

www.icjce.es



Cet e-mail et les documents joints s'adressent exclusivement aux destinataires indiqués. L'information contenue peut être CONFIDENTIELLE et/ou être PROTÉGÉE PAR LA LOI, et elle ne représente pas nécessairement l'avis de l'ICJCE. Si vous avez reçu cet e-mail par ERREUR, merci de le communiquer immédiatement à l'expéditeur et de l'ÉLIMINER, car VOUS N'ÊTES PAS AUTORISÉ à l'utiliser, révéler, distribuer, imprimer ou copier une partie ou la totalité des informations qu'il contient. Merci.